



## Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES

## **Environnement - Aide au démarrage de l'association d'insertion Envie - Attribution d'une subvention de fonctionnement - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022, d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, aux côtés de la Ville de Montpellier et de l'Etat.

Au titre de ses compétences en matière de politique de la Ville et d'insertion économique ainsi que de développement économique, il est proposé de soutenir un nouveau projet, par une subvention de fonctionnement d'aide au démarrage, qui fera l'objet d'une participation de l'Etat à hauteur de 50 % reversée à la Métropole (selon les modalités de paiement définies dans la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi) : le projet porté par l'association Envie.

Grâce à ses 2 000 salariés en parcours d'insertion professionnelle, le réseau national Envie présent sur 50 collectivités a développé de nombreuses activités dont le dénominateur commun est l'économie circulaire. À travers la collecte, la rénovation et la valorisation de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques, Envie participe depuis 1984 à la limitation des déchets et contribue à faire changer les modes de consommation en permettant notamment aux personnes à revenus modestes de s'équiper plus facilement en équipements électroniques et électroménagers.

En terme de référence locale, à Nîmes, Envie a traité plus de 700 tonnes d'équipements cette année et vendu près de 3000 appareils avec une quinzaine de salariés en contrat d'insertion.

L'association va développer le même projet pour l'aire urbaine de Montpellier à partir de la fin 2021 et a trouvé à s'installer dans la Commune de Mauguio en proximité immédiate d'un entrepôt Darty, mécène historique de l'association et pourvoyeur d'appareils usagés par la collecte lors des ventes d'électroménager neuf.

L'objectif sur Montpellier est de traiter 1 100 Tonnes de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques dès 2022 et d'offrir de l'emploi à 14 personnes en insertion. A terme, ce projet doit pouvoir permettre la création de 20 à 30 postes en insertion.

Le projet est soutenu par l'Etat, la Région Occitanie, l'ADEME, et le Conseil Départemental ainsi que plusieurs mécènes privés (fondations Bruneau, FAPE EDF et Ecosystem), pour un budget total d'installation de 456 914 €.

Il est proposé d'attribuer une subvention d'aide au démarrage de 30 000 € au titre de l'insertion professionnelle de personnes issues de communes de la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 30 000 € à l'association Envie, sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172172-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention +10 000\_mise à jour SEPT21-sans-courrier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.